PROGRAMME ASIE

TIBET, UN PAYS OUBLIÉ ?

PAR **KATIA BUFFETRILLE**

ETHNOLOGUE ET TIBÉTOLOGUE, CHERCHEUSE À L'EPHE,
AUTEURE DE *L'ÂGE D'OR DU TIBET* (LES BELLES LETTRES, 2019)

MAI 2021

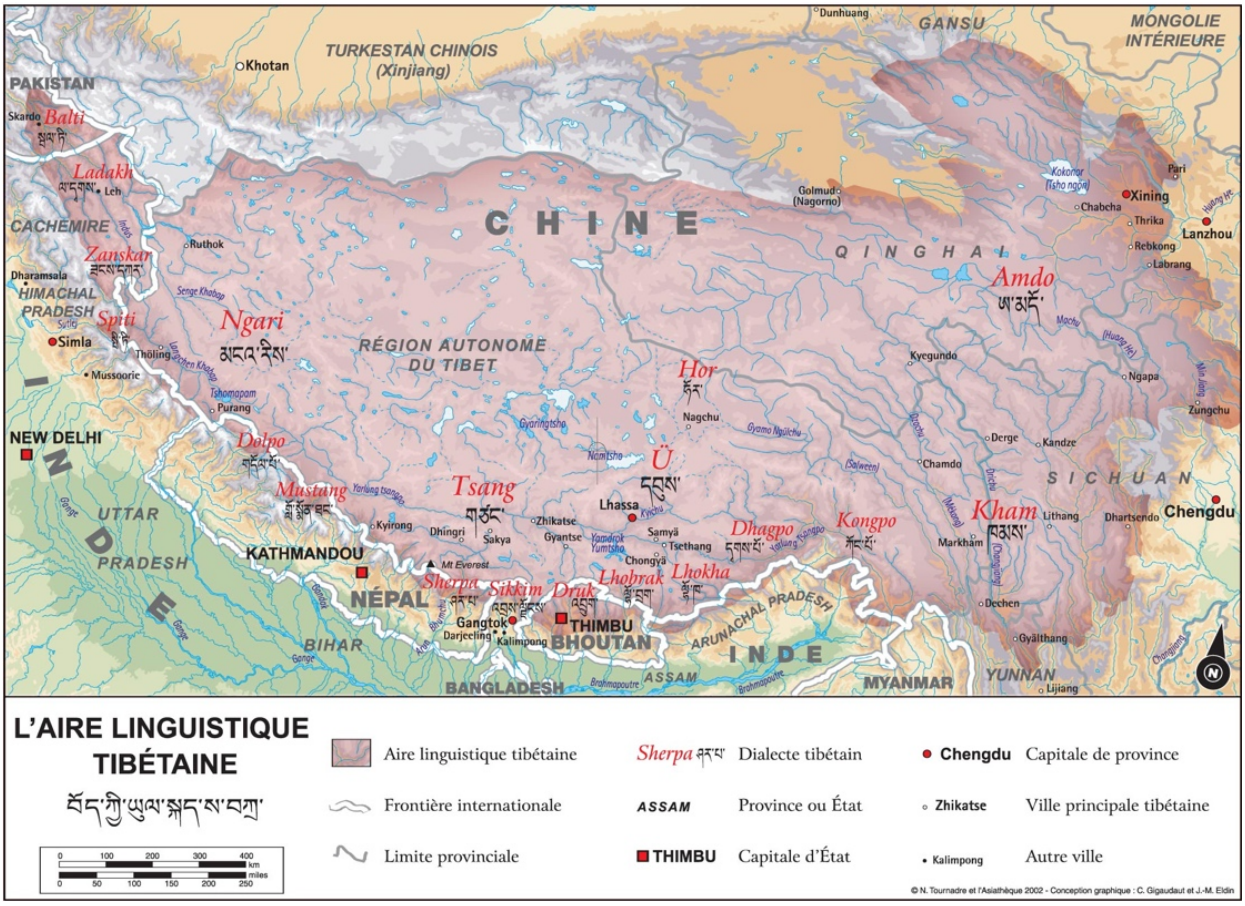
ASIA FOCUS #161

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

Durant des décennies, personne en Occident n'avait entendu parler des Ouïghours et bien peu de gens savaient qui ils étaient. Les Tibétains bénéficiaient de l'aura du Dalaï-lama qui voyageait alors beaucoup et rencontrait chefs d'État et de gouvernement. Le Tibet et ses habitants continuaient à faire rêver et les vieux clichés attachés au pays et qui avaient la vie dure perduraient. Puis, juste après les soulèvements tibétains de 2008, il y eut les affrontements interethniques d'Ürümqi en 2009, l'incident de la place Tiananmen en 2013 et l'attaque au couteau à la gare de Kunming au Yunnan, en 2014, tous attribués à des Ouïghours et qui les a fait sortir de l'ombre. La montée en puissance de la Chine, la gouverne de plus en plus autoritaire de Xi Jinping, l'hyper réactivité des autorités chinoises en ce qui concerne le Dalaï-lama et la frilosité, pour ne pas dire la faiblesse, des pays occidentaux face à une Chine détenant un important pouvoir économique, ont conduit les gouvernements à ne plus recevoir le hiérarque. Il faut ajouter à cela une situation politique nationale et internationale compliquée, difficile et souvent inquiétante. Petit à petit, les médias se sont désintéressés du Tibet et des Tibétains.

Du côté des Ouïghours, il a fallu un temps long pour que l'Occident se réveille, mais finalement grâce au travail acharné de chercheurs, défenseurs des droits de l'Homme et activistes, la situation au Xinjiang a été mise en lumière, éclipsant celle du Tibet qui, bien que moins dramatique, n'en est pas moins très préoccupante.

Les quatre objectifs fixés dans le cadre du nouveau plan quinquennal (le 14e) donnent une idée de la direction dans laquelle les autorités vont s'engager au Tibet. Quatre axes ont été fixés : assurer la sécurité nationale et la stabilité régionale, accroître le revenu national, protéger l'environnement et enfin consolider la sécurité et la défense des frontières. Il est bien loin le temps où Deng Xiaoping disait à Gyelo Döndrup, l'un des frères aînés du Dalaï-lama que « tout pouvait être discuté à l'exception de l'indépendance ».



Carte tirée de Nicolas Tournadre, Manuel de Tibétain standard : langue et civilisation. (L'Asiathèque)

ASSURER LA SÉCURITÉ NATIONALE ET LA STABILITÉ RÉGIONALE

Alors que tout mouvement en faveur de la défense d'un domaine quelconque de la culture tibétaine a été criminalisé avec la campagne contre les gangs criminels lancée en 2018, il est bien évident que la religion, la langue, l'histoire du Tibet, mais aussi la préservation de l'environnement sont dans le viseur des autorités lorsqu'ils parlent d'assurer « la sécurité nationale et la stabilité régionale ».

La sinisation des religions, et donc du bouddhisme tibétain, et son adaptation au socialisme avec caractéristiques chinoises vont se poursuivre. Cela se traduit par un contrôle accru du gouvernement dans le domaine religieux et une exigence de plus en plus forte faite au clergé de servir l'État. Toute organisation religieuse, et ses membres, doit faire preuve d'une loyauté et d'une allégeance absolues envers le Parti. Il est demandé au clergé de « maintenir l'unité nationale, l'unité ethnique, l'harmonie religieuse et la stabilité sociale » et donc de s'opposer au « séparatisme », ce terme désignant en réalité toute manifestation d'intérêt pour la culture, la religion et la langue tibétaines, le Dalaï-lama, et bien évidemment l'indépendance, sans oublier la politique de la Voie du milieu prônée par le hiérarque.

Par ailleurs, depuis 2007, une réincarnation ne peut être reconnue qu'avec l'approbation de l'État.

Les restrictions religieuses concernant les laïcs sont nombreuses et n'ont fait qu'augmenter depuis le début de la pandémie. Le Covid est aussi utilisé comme motif pour restreindre les libertés religieuses. On a ainsi appris que, dans de grands monastères comme Labrang en Amdo (actuelle province chinoise du Gansu), ou Rongwo Gönchen, également en Amdo (actuelle province chinoise du Qinghai), l'organisation des fêtes religieuses du Nouvel An, au mois de février, avait été prise en charge par des comités des affaires religieuses locaux et que le nombre de participants autorisés avait été peu élevé pour raisons de Covid. Le Jokhang, à Lhassa, le temple le plus important du pays pour les Tibétains, ainsi que le Potala et les grands monastères de Drépung et Séra ont été fermés le temps des fêtes. De toute manière, les étudiants de la région autonome du Tibet avaient reçu l'interdiction de participer à toute manifestation religieuse, cela depuis plus d'un an déjà. Il en est de même pour tout membre du Parti ou employé du gouvernement.

Prenant comme prétexte une campagne de nettoyage de l'environnement, les autorités

chinoises ont même ordonné le retrait des drapeaux de prière (*lungta*) des montagnes, monastères et villages de la préfecture autonome tibétaine de Golog, en Amdo.

La possession de photos du Dalaï-lama ou d'enseignements religieux dans un téléphone conduit à la prison où la torture est monnaie courante. Partager des informations sur la situation du Tibet, et même simplement parler avec des proches en exil est puni d'emprisonnement. Il est d'ailleurs interdit depuis peu aux habitants de Lhassa de parler avec leur famille et leurs relations à l'étranger[1]. C'est pourquoi beaucoup d'exilés renoncent à appeler leurs parents restés au Tibet. La suppression de Wechat en Inde n'a fait qu'ajouter aux difficultés de communication entre les Tibétains de l'exil et ceux du Tibet.

Les campagnes de rééducation politique sont menées dans les monastères, mais aussi au sein des villages, des écoles et des lieux de travail dans la RAT afin de rappeler que seules les pratiques religieuses en accord avec la politique religieuse du Parti sont autorisées.

Les deux grands camps monastiques de Larung Gar et de Yachen, au Kham (Sichuan), ont connu de très nombreuses expulsions et d'importantes destructions. Larung Gar qui abritait plusieurs dizaines de milliers de religieux (le chiffre de 40 000 a été avancé) dont de nombreux disciples chinois Han, a dû réduire le nombre de pratiquants à 5 000 (sans aucun chinois Han). Des photos prises en 2020 de Yachen, où demeuraient plus de 10 000 nonnes, ont montré que la moitié du camp a été totalement rasé. On sait que beaucoup parmi les moines et nonnes expulsés ont dû subir de longs mois de rééducation politique.

La loi régionale sur l'unité ethnique adoptée en janvier 2020, et entrée en vigueur le 1er mai, exige de tous les échelons du gouvernement, mais aussi de tous les villages, les écoles, les centres religieux, etc., de travailler ensemble pour renforcer l'unité ethnique et lutter contre le « séparatisme ». Alors que la Chine communiste avait, dans les années cinquante, adopté les politiques soviétiques et accordé aux 55 « minorités ethniques » un statut d'autonomie distinct, elle se tourne depuis 2014 vers une politique assimilationniste. Celle-ci est théorisée par des chercheurs comme Ma Rong, lui-même un Hui, sociologue à l'Université de Pékin et dont les recherches portent, entre autres, sur les relations ethniques, mais aussi par deux chercheurs du « Center for China Study », Hu Angang et Hu Lianhe. Tous trois partagent l'idée que le futur de la Chine

[1] https://www.courrierinternational.com/article/controle-lhasa-au-tibet-il-ne-faut-plus-parler-sa-famille-letranger

dépend de la réalisation, dans la pratique, de l'idée de *zhonghua minzu* (nation chinoise)[2]. Ma propose l'emploi de lois nationales pour traiter les divers groupes ethniques (*minzu*) qui, écrit-il, compose la nation chinoise. Il milite pour que Han et non-Han soient assimilés en une seule nation et promeut donc une Chine dans laquelle les identités ethniques seront remplacées par une identité nationale, une vision qui correspond parfaitement à celle des autorités chinoises. Ainsi, le 1er mai 2020, la Chine a mis en œuvre le « Règlement sur l'établissement d'une zone modèle pour l'unité et le progrès ethniques dans la région autonome du Tibet ». Ce règlement vise à « renforcer et promouvoir les relations ethniques socialistes, établir fermement la conscience de l'identité nationale chinoise, réunir les différentes ethnies en une seule entité, comme les graines d'une seule grenade »[3].

Les attaques contre la langue tibétaine ont franchi un nouveau cap puisqu'à Lhassa, le chinois est devenu obligatoire même au jardin d'enfants. En 2019, le tibétain disparaissait de l'enseignement dans la préfecture autonome de Golog à partir de l'école primaire[4]. Puis, en avril 2020, alors que les écoles se préparaient à rouvrir suite à une accalmie de l'épidémie de Covid, la préfecture de Ngawa (Amdo, actuelle province du Sichuan) annonçait que tous les cours seraient dorénavant donnés en chinois[5].

Finalement, le 20 janvier 2021, le directeur de la Commission des affaires juridiques de l'Assemblée nationale populaire, Shen Chungyao, a annoncé que les écoles des « zones minoritaires » n'étaient plus autorisées à enseigner leur propre langue, déclarant que cet enseignement était « inconstitutionnel ». II a souligné la supériorité des lois nationales sur les lois locales dans les provinces et régions autonomes en déclarant que toutes les réglementations locales violent « les grandes orientations de réforme du pays » et « les dispositions de la loi de niveau supérieur »[6]. Or, comme le dit si bien l'écrivain kenyan Ngugi wa Thiong'o, c'est la langue « qui transmet les représentations du monde dont elle est porteuse »[7].

Quant à l'histoire, la lutte contre le « nihilisme historique »[8], c'est-à-dire tout scepticisme au sujet de la description par le parti communiste chinois, des événements passés, est

[2] Mark Elliot, 2015. "The Case of the Missing Indigene: Debate Over a "Second-Generation" Ethnic Policy". The China Journal, no. 73.
James Leibold, 2018. "The Rise of Hu the Uniter", *China Brief.* Volume 18, Issue n16. October 10:
[3] TCHRD-*Annual report 2020: Human Rights Situation in Tibet,* p. 10. https://tchrd.org/category/annual-reports/
[4] https://www.rfa.org/english/news/tibet/tibetan-language-05162019211809.html
[5] https://www.rfa.org/english/news/tibet/classroom-04092020184114.html
[6] https://freetibet.org/news-media/na/teaching-tibetan-language-declared-unconstitutional
[7]Ngugi wa Thiong'o, [1986] 2011. *Décoloniser l'esprit*. Paris, La fabrique Éditions.
[8] https://rcf.fr/actualite/la-chine-de-xi-jinping-un-contre-modele-occidental-pour-francois-bougon

bien engagée, les médias sociaux sont de plus en plus contrôlés et les autorités encouragent la dénonciation de discours « diabolisant ou attaquant » l'histoire officielle.

Depuis les années 1950, qui correspondent à l'invasion puis à l'occupation du Tibet, la Chine cherche à réécrire l'histoire des relations sino-tibétaines. L'enjeu en est bien évidemment le statut du Tibet et la question de la légitimité de son incorporation au sein de la République populaire de Chine.

La poétesse dissidente Woeser nous apprend qu'en 2020, deux pavillons de style chinois ont été placés au-dessus de deux stèles qui se dressent devant le Jokhang[9] : l'une date de 821-822 et porte le texte, en chinois et tibétain, du traité de paix signé entre l'empire tibétain et la Chine des Tang. Le Tibet et la Chine y sont considérés comme deux États souverains. Le traité définit les frontières et proclame que « les Tibétains seront heureux au Tibet et les Chinois heureux en Chine ». La seconde stèle érigée en 1794 par l'*amban* (représentant de l'empereur mandchou) alors en poste à Lhassa, indique les mesures à prendre pour lutter contre la variole. Le but de ces ajouts est, bien entendu, de montrer, en dépit de toutes les preuves historiques, que « le Tibet fait partie intégrante de la Chine depuis des temps très anciens ».

Non seulement un système sophistiqué de surveillance globale permet d'arrêter les « criminels » qui partagent des informations censurées (parfois, de simples photos du Dalaï-lama), mais il est courant que le contenu des téléphones des Tibétains soit contrôlé et les bureaux de télécommunications installés dans les villages tibétains vérifient désormais toutes les conversations téléphoniques.

Par ailleurs, on apprend régulièrement l'arrestation de figures importantes, telles que des écrivains, chanteurs, religieux, activistes, etc. En bref, toute personne qui continue à s'exprimer et peut en entraîner d'autres derrière elle grâce à son charisme[10].

On peut donc espérer que le deuxième axe, dont nous allons parler maintenant, sera profitable aux Tibétains.

[9] https://highpeakspureearth.com/shocking-during-the-epidemic-two-chinese-style-pavilions-appear-in-front-of-the-jokhang-temple-part-1-by-woeser/

[10] https://www.rfa.org/english/news/tibet/views-04222021163150.html

ACCROÎTRE LE REVENU NATIONAL

Même la victoire dans la lutte contre la pauvreté[11] annoncée en 2020 pose de nombreuses questions. Il faut garder à l'esprit que pour les autorités chinoises, mais aussi pour la majorité des Chinois Han, les Tibétains (comme les autres « minorités ») sont considérés comme arriérés et paresseux, ce qui explique leur pauvreté. Adrian Zenz, un sinologue spécialiste du Tibet et du Xinjiang, travaille à partir de documents chinois officiels qu'il « traque » sur internet. Il a collecté un certain nombre de phrases utilisées dans les documents de travail chinois qui traduisent clairement la vision qu'ont les officiels chinois de « leurs minorités » : ainsi, les rapports sur la réduction de la pauvreté affirment que l'État doit « cesser d'élever des paresseux ». Ils indiquent que la « gestion stricte de style militaire » du processus de formation professionnelle « renforce la faible discipline de travail [des Tibétains] » et réforme leur « pensée arriérée ». Les Tibétains doivent passer du stade de celui qui a beaucoup de « réticence à bouger » à celui de la volonté de participer, un processus qui nécessite de « diluer l'influence négative de la religion ».[12]

Il s'ensuit que pour les sortir de la pauvreté, ils doivent adopter la culture et le système du colonisateur chinois. Pour cela, des centres de formation de style militaire destinés à des nomades et villageois tibétains ont été créés. Le but est de les éduquer pour leur permettre d'accomplir des travaux peu qualifiés dans l'industrie manufacturière ou le secteur des services et les faire ainsi entrer dans l'économie mondiale des travailleurs d'usine. Dans ces centres, seul le mandarin est autorisé, une langue que peu d'entre eux possèdent de manière satisfaisante. L'idée est aussi que l'éducation qu'ils recevront les aidera à se détacher de la religion qui participe à l'arriération des idées. Xinhua annonçait fièrement le 7 février 2021[13] que la RAT allait aider 700 000 agriculteurs et nomades à trouver du travail en 2021. L'article explique qu'« afin d'encourager les agriculteurs et les éleveurs à trouver des emplois en dehors de la région, le Tibet prévoit de faire passer leurs frais de déplacement de 1 000 à 2 000 yuans ». Que ces déplacements de population soient forcés ou non,[14] même s'ils ont lieu à l'intérieur de la

[11] https://www.chinadaily.com.cn/a/202010/15/WS5f87e6cea31024ad0ba7edfe.html
[12] https://jamestown.org/program/jamestown-early-warning-brief-xinjiangs-system-of-militarized-vocational-training-comes-to-tibet/
[13] http://www.china.org.cn/china/2021-02/07/content_77196369.htm
[14] Il est impossible, à l'heure actuelle, d'affirmer que ces déplacements ont été faits ou non sous la contrainte. Il est toujours difficile d'interpréter les documents de propagande qui tendent à être exagérés. L'impossibilité d'aller

RAT et non en Chine continentale, ils conduisent des populations à quitter leur environnement habituel et donc à abandonner des lieux dans lesquels étaient inscrits un système de vie qui leur était propre et leurs croyances traditionnelles. Il est vrai que le déplacement de populations de régions pauvres dans des zones périurbaines ou dans de petites villes est un élément central des pratiques chinoises de lutte contre la pauvreté[15]. À cela, il faut ajouter le déplacement de populations habitant dans des zones où des barrages sont planifiés. Le Tibet est le « château d'eau » de l'Asie puisque neuf des plus grands fleuves y prennent leur source : Yangtsé, Yalong, Mékong, fleuve Jaune, Karnali, Tsangpo (qui prend le nom de Brahmapoutre en arrivant en Inde), Indus, Salouen, Sutlej. De multiples barrages ont été construits entraînant de nombreuses conséquences. L'ethnologue tchèque Jarmila Ptackova a parfaitement documenté les conséquences du barrage de Longyangxia, sur le fleuve Jaune dans le Qinghai. Sa construction a duré de 1976 à 1992. Les arguments en faveur de la construction du barrage étaient axés sur l'hydroélectricité, la lutte contre les inondations, l'approvisionnement en eau d'irrigation et la protection du fleuve Jaune en aval contre les dommages causés par la glace flottante. Selon les directives officielles, cela allait permettre une réduction de la pauvreté. Les recherches de Jarmila Ptackova montrent clairement que les Tibétains déplacés connaissent des difficultés encore plus grandes que celles qu'ils avaient précédemment. Alors que son terrain d'enquête s'est déroulé une trentaine d'années après l'achèvement du barrage et le lancement de la centrale hydroélectrique, le niveau de l'eau continue à monter conduisant non seulement de nouvelles communautés à être déplacées, mais certaines maisonnées ou même des villages entiers ont été forcés de changer d'habitat plusieurs fois. Ces populations sont composées de mi-agriculteurs, mi-nomades (*samadrok*), et dans leur nouveau lieu d'habitation, il n'y a aucun espace pour faire brouter les animaux. Les communautés étant parfois réinstallées dans des endroits plus froids, leurs activités agricoles ont dû changer. Leur vie traditionnelle a été également fort affectée et souvent les villageois n'ont plus accès à un monastère et ne peuvent donc plus faire appel à des moines pour les rituels. Enfin, les nouvelles maisons en béton ont été construites sans l'avis des Tibétains pour qui elles sont très inconfortables. Seuls ceux avec des moyens suffisants peuvent construire une seconde maison en bois correspondant à leurs goûts et ce sont ces maisons en bois qui

vérifier la situation sur place fait que les chercheurs ne peuvent travailler que sur des sources trouvées sur internet ou sur des témoignages et connaissances fragmentaires.

[15] https://rukor.org/#_ftn1

deviennent pour eux, leur habitation principale[16].

Par ailleurs, même le tourisme de masse que connaît la RAT ne profite guère aux Tibétains. En revanche, il favorise la folklorisation et la sinisation de la culture. Si l'on se fie aux chiffres officiels, 40 millions de touristes[17] (composés par plus de 96-97% de Chinois Han) auraient visité la RAT en 2019. Il faut garder à l'esprit que la population tibétaine de la RAT est de 2 716 388, selon le recensement de 2010[18] et que tout est fait pour créer un environnement dans lequel les Chinois se sentent bien, ce qui conduit à le détruire.

PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT

Le 22 avril 2021, Xi Jinping participait au sommet des dirigeants sur le climat. Il a alors prononcé un discours, qualifié par la presse chinoise de très important, intitulé « Pour l'homme et la nature : construire ensemble une communauté de vie »[19]. On ne peut que regretter que ses paroles ne correspondent pas aux actes. Sans reprendre la totalité du discours, nous pouvons nous arrêter simplement à quelques points. Nous apprenons ainsi que « les montagnes, les rivières, les forêts, mais aussi les terres agricoles, les lacs, les prairies et les déserts sont autant de parties indivisibles de l'écosystème. Nous devons suivre les lois innées de l'écosystème et équilibrer correctement tous les éléments et aspects de la nature. » Le pays ne dispose que de 7% des ressources d'eau douce de la planète alors que son territoire abrite 20% de la population mondiale[20]. Pour lutter contre une répartition très inégale des ressources en eau, les autorités ont construit un système de canaux visant à exporter les eaux du sud vers les provinces du nord. Ce projet aurait bénéficié à 67 millions de personnes selon le *People Daily*, organe de propagande du Parti[21], qui oublie de souligner les déplacements énormes de population et les impacts environnementaux comme la salinisation des sols.

L'hydraulique est la solution préférée des autorités pour la production de l'électricité comme alternative au charbon. Mais la construction d'une multitude de

[16] Jarmila Ptackova 2020 *Tibetan Herders and Chinese Development projects*. University of Washington Press.
[17] http://english.cqnews.net/html/2020-01/10/content_50771299.htm
[18] On attend les résultats du recensement de 2020.
[19] https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/t1871057.shtml
[20] http://www.ceres.ens.fr/IMG/Trois-Gorges.pdf
[21] http://french.peopledaily.com.cn/Economie/n3/2020/1120/c31355-9782449.html

barrages pose, elle aussi, de nombreux problèmes d'ordre environnemental, économique, social et politique.

Les barrages perturbent le fonctionnement des rivières. On sait que le contrôle du flux de l'eau bloque la migration des poissons et modifie la capacité de la rivière à transporter les sédiments, mais aussi les polluants qui se concentrent alors dans le bassin de retenue des eaux. Ils constituent une menace pour la pêche, l'agriculture, les forêts, habitat naturel d'espèces rares, sans parler des problèmes humains engendrés par les déplacements de populations. Le Tibet est une zone sismique ce qui constitue une menace supplémentaire. On sait que les barrages en cascade construits sur le Mékong ont aggravé la sécheresse dans la partie inférieure du Mékong, sans parler du tremblement de terre du Sichuan de 2008 attribué au barrage des Trois Gorges.

Un projet en particulier suscite de grandes craintes en Inde, celui du barrage sur le Yarlung Tsangpo qui devrait produire plus de deux fois la production du gigantesque barrage des Trois Gorges. Or la construction de ce barrage a entrainé une baisse du débit du Yangtzé. Le projet du barrage sur le Yarlung et d'une centrale hydroélectrique est désormais inscrit dans le 14e Plan quinquennal comme l'un des principaux projets de développement énergétique du pays pour la période 2021-2025. On sait que cette base hydroélectrique sera construite sur le cours inférieur du Tsangpo, mais l'endroit précis est gardé secret. La récente catastrophe qu'a connue l'Inde, lorsque la rupture d'un glacier dans le nord du pays a provoqué des inondations et des glissements de terrain qui ont emporté un barrage hydroélectrique, fait craindre le pire. Cette crainte est motivée selon Gabriel Lafitte, un chercheur australien spécialiste des questions environnementales au Tibet, qui explique que « le lit du Yarlung Tsangpo est littéralement situé à l'endroit où les continents indien et eurasien se heurtent[22] ».

La construction de tels ouvrages met en évidence la relation coloniale entre le centre et les provinces de l'ouest. Ces gigantesques travaux ne profitent nullement aux Tibétains. Au contraire, ils les desservent. Ils attirent un nombre de migrants chinois important et permettent un transfert d'électricité vers l'est de la Chine, participant ainsi au développement de la Chine et non du Tibet et de ses habitants.

[22] Rukor.org

Il est également fort difficile de parler de protection de l'environnement quand d'aussi nombreux projets d'exploitation minière sont en cours. Cette exploitation est en constante augmentation, car la Chine a besoin de minéraux[23] (lithium, cuivre, uranium, or, argent, etc.), tous présents au Tibet. Par ailleurs, l'amélioration des transports et la construction de nombreuses lignes de chemin de fer rendent le transport des minéraux du Tibet vers la Chine continentale beaucoup moins cher. S'il est nécessaire de parler de l'exploitation minière après avoir parlé des barrages, c'est parce que l'extraction à l'échelle industrielle de minéraux plus rares, comme le cuivre, nécessite de grandes quantités d'électricité pour effectuer le raffinage préliminaire du minerai. Par ailleurs, le paysage tibétain est habité et les divers éléments qui le composent abritent des divinités qui jouent un rôle important dans la vie des communautés. Ainsi, les montagnes sont souvent la demeure du dieu du terroir (*yul lha*) qui dit protéger un territoire précis et la population qui y habite. Si elle peut attendre de lui protection, postérité et prospérité s'il est « réjoui », il peut, s'il est dérangé et contrarié, envoyer grêle et autres calamités. Or, l'extraction minière est une activité particulièrement perturbatrice et destructrice. Une montagne sacrée très importante, l'Amnye Machen, en Amdo, recèle du cuivre et une mine y est exploitée. Elle entraine de nombreux dégâts écologiques, la spoliation des terres des nomades et la profanation de leur espace sacré, sans oublier que, pour les Tibétains, ces minéraux sont à l'origine de la force vitale de ces terres qui nourrissent animaux et hommes. Un poète tibétain, qui a choisi le nom de « Plateau est ma demeure » pour conserver son anonymat, exprime sa douleur par ces vers[24] :

À Amnye Machen
Composé par « Le plateau est ma demeure »

Même si je ne vous ai jamais vue,
Même si je n'ai jamais été à vos côtés,
Je connais votre robuste silhouette
Qui se tient fermement dans l'espace infini entre ciel et terre.

[23] Le meilleur livre sur l'exploitation minière au Tibet est : Gabriel Lafitte 2013, *Spoling Tibet. China and Resource Nationalism on the Roof of the World*. London-New York, Zed Books.
[24] http://highpeakspureearth.com/2012/poem-to-amnye-machen/

Sur votre vénérable front qui a traversé des milliers d'années,
Se déposent de purs flocons de neige qui brillent au soleil du plateau.
Sous vos pieds vastes, paisibles et lisses
Résonne le son des louanges que vous chantent les bergers du plateau.

Vous êtes l'une des neuf montagnes sacrées du Tibet.
Votre renommée est fermement établie dans le monde entier.
Vous êtes le défenseur du Dharma de l'Amdo.
Votre nom bienveillant est connu sur une grande étendue.

Cependant, aujourd'hui, les roues de la cupidité
Détruisent les pâturages, s'introduisant directement sous vos pieds.
Elles apportent bombes, camions, pelleteuses
Et autres étranges outils utilisés par les démons
Pour extraire les joyaux cachés de votre corps.

Ceux qui ont veillé sur vous durant des millions d'années,
Ne sont plus en mesure de vous protéger.
Ils ne peuvent qu'endurer en silence,
Leur seul choix est d'attendre, impuissants....

Un jour, ils seront obligés de partir,
Disant adieu en pleurant à votre belle et chaleureuse étreinte
Où iront-ils ?
Ils seront installés aux abords d'un désert aride.

Dorénavant, sur notre Amnye Machen sacrée,
Les troupeaux de moutons blancs ne seront plus jamais vus.
Le chant des bergers ne sera plus jamais entendu.
Ces gens abominables et cupides vous étoufferont bientôt sans pitié.

CONSOLIDER LA SÉCURITÉ ET LA DÉFENSE DES FRONTIÈRES

Le Tibet et l'Inde partagent plus de 3 440 kms de frontières, dont une proportion non négligeable est disputée entre les deux pays. Ces derniers temps, plusieurs incidents ont indiqué une forte tension entre le gouvernement indien et les autorités chinoises.

Le VIIe Forum du travail sur le Tibet a souligné l'importance géostratégique du Tibet dans la politique étrangère de la Chine vis-à-vis de l'Inde. Xi a appelé les officiels présents à la réunion à « renforcer la construction des zones frontalières et à adopter des politiques de soutien spéciales pour aider les résidents frontaliers à améliorer leurs conditions de production et de vie et à résoudre leurs soucis »[25]. Il a ajouté : « Nous devons adhérer à la pensée stratégique selon laquelle pour gouverner la nation, nous devons gouverner nos frontières ; pour gouverner nos frontières, nous devons d'abord stabiliser le Tibet ».

Ainsi en avril, il a été annoncé une interdiction de 15 activités frontalières dans la RAT, alors que la région se prépare à célébrer le 70e anniversaire de sa « libération pacifique » en mai.[26] Parmi les interdictions, on trouve : pénétrer dans la zone de gestion frontalière sans document valable, se soustraire à l'inspection frontalière, organiser ou aider d'autres personnes à passer clandestinement la frontière, et chasser ou collecter des animaux et des plantes rares protégés au niveau national. La circulaire souligne également qu'il est strictement interdit de transporter ou de diffuser des journaux, des livres ou des produits électroniques dont le contenu met en danger la sécurité nationale et porte atteinte à l'unité ethnique. Mais les interdictions portent aussi sur les vols des avions privés, le déplacement d'installations de communication et d'approvisionnement en eau, ou de balises marquant l'emplacement de la frontière et la détérioration d'installations militaires. De plus, on vient d'apprendre que des nomades du Tsang (région à proximité de la frontière avec le Népal) sont chassés de leurs terres qui sont alors utilisées pour construire des bases militaires[27].

Il est sûr que les deux commémorations qui vont avoir lieu prochainement rendent les autorités chinoises nerveuses : le 23 mai sera célébré le 70e anniversaire de la « libération du Tibet », puis en juillet, celle du centième anniversaire du Parti communiste chinois.

Il est loin le temps où, chaque année, plus de 2 500 Tibétains (essentiellement des jeunes) passaient clandestinement la frontière pour se rendre en Inde afin de recevoir une éducation tibétaine ou un enseignement monastique sous l'égide du

[25] https://savetibet.org/tibets-importance-seen-at-major-meeting-promising-more-repression/
[26] https://www.globaltimes.cn/page/202104/1220366.shtml
[27] https://tibettimes.net/2021/05/17/212768/

Dalaï-lama.

Cependant, les incidents qui ont ponctué ces dernières années laissent penser que la Chine ne se contente pas de protéger la frontière sino-tibétaine et les régions frontalières, mais qu'elle n'hésite pas parfois à chercher la provocation. La construction de plusieurs villages à l'intérieur même du Bhoutan[28] ou en Arunachal Pradesh[29] en sont des exemples.

Par ailleurs, à la suite de la guerre sino-indienne de 1962, l'Inde a recruté des Tibétains réfugiés pour une unité paramilitaire secrète appelée « Forces spéciales des frontières ». S'il est vrai que la presse en parle peu, la mort de l'un des soldats en août 2020 près du lac Pangong, à la frontière du Tibet et du Ladakh a mis en lumière la présence de Tibétains pour la surveillance des frontières. Habitués à la haute altitude, ils sont capables de mener des opérations sur des terrains particulièrement difficiles. La presse s'est fait l'écho de rapports de renseignements interceptés qui montreraient que l'armée chinoise cherche à recruter plus de Tibétains afin de former des soldats pour surveiller les frontières[30]. Si cela est vraiment le cas, un conflit à la frontière pourrait mettre face à face Tibétains exilés et Tibétains du Tibet.

L'avenir paraît bien sombre pour le Tibet. Il est donc d'autant plus important de souligner la résilience des Tibétains qui continuent, par leurs livres, leurs films, leurs chants et autres activités, à faire vivre une culture exceptionnellement riche que la Chine colonialiste veut détruire. ■

[28] https://foreignpolicy.com/2021/05/07/china-bhutan-border-villages-security-forces/
[29] https://www.ndtv.com/india-news/china-has-built-village-in-arunachal-pradesh-show-satellite-images-exclusive-2354154
[30] https://www.hindustantimes.com/india-news/pla-steps-up-drive-to-recruit-tibetans-101618685001861.html

ASIA FOCUS #161

TIBET, UN PAYS OUBLIÉ ?

PAR KATIA BUFFETRILLE / Ethnologue et tibétologue, chercheuse à l'EPHE, auteure de *L'âge d'or du Tibet* (Les Belles Lettres, 2019)

MAI 2021

ASIA FOCUS
Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.
courmont@iris-france.org — emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE
Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille
courmont@iris-france.org

© IRIS
Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES
2 bis rue Mercœur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org
@InstitutIRIS
www.iris-france.org